

Les crédits

M. Hovdebo: Monsieur le Président, je suis tout à fait d'accord avec la motion. Si j'ai quelque chose à lui reprocher, c'est qu'elle vise à remédier à une partie seulement de la véritable catastrophe qui est en train de frapper les régions rurales. La TPS, les compressions budgétaires imposées à la société VIA Rail, la hausse des frais de transport des marchandises, l'abandon de voies ferroviaires, la fermeture de bureaux de poste et les taux d'intérêt élevés ont une incidence globale fort néfaste sur les agriculteurs. Si je devais critiquer le moins la motion, je dirais qu'elle s'adresse à une partie seulement du problème, lequel réside dans la politique du gouvernement à l'égard de tous ces autres secteurs aussi.

M. Whittaker: Monsieur le Président, je viens de la circonscription d'Okanagan—Similkameen—Merritt qui englobe la fertile vallée de l'Okanagan. Lorsque je parcours aujourd'hui cette vallée, je vois des centaines d'acres de terrain improductif là où, il y a un an, il y avait des vignes, des cerisiers, des pêcheurs et des abricotiers. En une seule année, on a réussi à détruire une bonne partie du secteur de la culture fruitière de ma région, ce que le parti libéral signale en partie à l'alinéa 5) de sa motion lorsqu'il affirme que les politiques du gouvernement:

. . n'ont pas réussi à susciter la confiance des agriculteurs dans l'avenir du système canadien d'approvisionnement alimentaire et dans sa capacité de garantir l'approvisionnement à long terme des consommateurs.

Dans le cadre de l'Accord de libre-échange et des décisions du GATT, que le gouvernement n'a pas su contester pour le compte des agriculteurs de ma région, les cerises de l'État de Washington ont littéralement envahi le marché de l'ouest du Canada au cours de la dernière année. Beaucoup d'agriculteurs de ma région qui ont l'habitude d'approvisionner ce marché ont vu leurs cerises pourrir en chambre froide. Ils ont dû se rabattre sur divers autres marchés qu'ils ont eu beaucoup de mal à percer. Des agriculteurs américains m'ont dit croire que l'Accord de libre-échange leur laisse le champ libre, qu'ils peuvent envahir notre marché, ce qu'ils font d'ailleurs avec impunité. Ils arrivent à vendre leurs cerises au Canada en faisant beaucoup de publicité.

Comme les agriculteurs sont très endettés, ils vivent désormais dans l'insécurité face à l'avenir. Ils ont du mal à savoir où ils vont. Ceux qui ont des dettes feront faillite. Ceux qui n'en ont pas pensent qu'ils pourront survivre, mais qu'ils auront beaucoup plus de mal que maintenant. On vient de leur reprendre les avances sur les récoltes de pommes de l'année dernière à cause de la conjoncture du marché. Le gouvernement ne les appuie pas suffisamment pour que leurs produits restent concurrentiels. Vu

les taux d'intérêt élevés, ces agriculteurs ont beaucoup de mal à acheter l'équipement dont ils ont besoin pour continuer d'améliorer constamment leur exploitation afin d'assurer l'acceptabilité de leurs produits sur le marché. Le député de Saskatoon—Humboldt peut-il nous dire ce qu'il pense de cette question en général, et notamment en ce qui concerne les fruits tendres, les produits de verger et l'industrie vinicole? Presque un an après l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange, que pense-t-il de la situation dans ce domaine?

• (1220)

M. Hovdebo: Monsieur le Président, au Canada, nous avons toujours essayé de protéger l'agriculteur suffisamment pour qu'il puisse gagner sa vie dans cette sorte de culture. L'Accord de libre-échange a aboli cette protection. Alors même qu'il élaborait l'Accord de libre-échange, le gouvernement savait que cela toucherait l'industrie vinicole et l'industrie des petits fruits. Il a prévu un certain appui pendant la période de transition, mais il faut comprendre et admettre que le gouvernement a mis fin au mode de vie d'un grand nombre d'agriculteurs qui gagnaient bien leur vie sous l'ancien système, sans rien nous donner en contrepartie. Nous avons le vin de Californie un peu moins cher, mais nous avons éliminé le mode de vie et la sécurité d'une grande partie de nos agriculteurs.

Les difficultés qu'ont connues l'industrie des petits fruits et l'industrie vinicole étaient plus qu'évidentes. Les problèmes que vivent les autres industries canadiennes le sont peut-être moins, mais ils sont tout de même réels. Les agriculteurs ne se sont jamais sentis si peu en sécurité qu'aujourd'hui. Ils ne pensent pas que le gouvernement fera quoi que ce soit pour les aider dans les circonstances actuelles.

Le président suppléant (M. Paproski): Je donnerai la parole au député de Prince-Albert seulement quand il aura regagné son siège. Pas cette fois-ci, mais la prochaine fois.

M. Foster: Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le discours du député de Saskatoon—Humboldt parce qu'il a parlé de la situation de l'agriculture rurale. Je savais que le gouvernement avait tendance à agir unilatéralement. En ce qui concerne la décision de retirer l'avoine des produits soumis au contrôle de la Commission canadienne du blé, je peux vous dire que la décision a été contestée à la plupart des réunions que les représentants du comité consultatif de la Commission du blé ont tenues dans l'ouest du pays. Rappelons que ces représentants sont élus démocratiquement par les habitants de leurs régions des provinces de l'Ouest. Le prix de